

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 29 novembre 2025

J'ai enfin retrouvé ma chère fille, j'avais bien cru l'avoir perdu pour toujours. La pauvre femme n'a pas été épargnée, personne en fait. A tout âge, cela fait de la peine quand on voit nos enfants souffrir inutilement, en fait tous les hommes, femmes ou enfants.

C'est cela qui devrait nous guider dans la vie et rien d'autre, c'est la raison d'être du socialisme ou du communisme, ce que la plupart des gens ignorent hélas ! Comment en faire prendre conscience aux jeunes et aux travailleurs pour abréger nos souffrances ?

On nous dit que chaque jeune ou travailleur passe des dizaines d'heures par mois devant des écrans, et ils n'auraient pas quelques heures par semaines à consacrer au militantisme ou pour prendre leur destin en mains. Il faut en parler avec eux ou leur demander ce qu'ils en pensent, sans les juger ou critiquer leur comportement, pour les faire réfléchir et les amener à se demander si cela n'aurait pas quelque chose à voir avec ce qu'ils vivent et qu'ils ne supportent pas ou la manière dont ils le vivent.

La société est devenue tellement médiocre et pourrie, qu'ils doivent forcément s'interroger sur ce qui se passe sans trouver de réponses satisfaisantes. Or, nous sommes en mesure de leur en proposer sans prétendre faire de miracles. Ces réponses ne sont pas uniques, mais universelles, elles répondent à toutes les situations, ensuite c'est à nous de les adapter en fonction de la situation de chacun, donc sans rien imposer à personne, on mise uniquement sur une prise de conscience et rien d'autre.

Ce genre de relation n'est pas intrusive ou contraignante, elle est encore moins possessive ou oppressante, elle est basée sur l'écoute et le respect mutuels, le partage du même idéal humaniste, c'est tout, c'est très simple en somme, reste à être capable de l'appliquer. Quand y arrive, je peux vous garantir qu'on est vraiment heureux, y compris dans ce monde de merde, car pour ainsi dire, on l'a déjà vaincu, c'est ainsi que le vaincre cesse d'être une croyance et devient à notre portée.

C'est tout ce que je vous souhaite avec un mois d'avance !

Charlatanerie. Comment des intellectuels vous manipulent et vous réduisent à l'impuissance.

Dans les médias dits sociaux les charlatans, géopoliticiens ou pseudo-opposants à on se demande bien quoi pullulent. Quand on examine de plus près leurs discours, on s'aperçoit immédiatement qu'ils se comportent en agents du capitalisme, et dans l'exemple que je vous propose ici, il arrive même qu'ils le revendiquent.

On vous explique qu'il est injuste d'*imputer tous (vos) maux internes aux abus du capitalisme*", car grâce à ces "*esprits brillants*" et aux "*nombreuses méthodes de guérison intérieure*" qu'ils proposent, votre épanouissement individuel ou votre "*éveil spirituel*" est réalisable, autrement dit il est inutile de combattre pour changer la société ou vous débarrasser du capitalisme et ses institutions.

Ces gens-là semblent exister que pour vous détourner de la lutte de classe.

Ne laissez pas l'empire vous manipuler et vous faire croire que vous êtes impuissant par Caitlin Johnstone

- Il ne sert que les puissants de croire que vous êtes condamné à une vie de misère. Trop de socialistes se contentent d'imputer tous leurs maux internes aux abus du capitalisme et passent leurs journées à se complaire dans leurs blessures intérieures lors de réunions et en ligne, sans entreprendre le travail intérieur rigoureux nécessaire à la paix intérieure. Intéressez-vous à vos processus internes. Explorez les nombreuses méthodes de guérison intérieure disponibles en ligne. Écoutez les esprits brillants qui ont récemment partagé des perspectives novatrices sur les traumatismes et le travail intérieur. Envisagez la possibilité que l'éveil spirituel soit un phénomène réel et pleinement accessible dans cette vie. Prenez soin de votre bien-être intérieur et agissez en conséquence.

Les médias dits sociaux qui colportent cette idéologie réactionnaire.

<https://marie-claire-tellier.over-blog.com/2025/11/ne-laissez-pas-l-empire-vous-manipuler-et-vous-faire-croire-que-vous-etes-impuissant.html>

<https://reseauinternational.net/ne-laissez-pas-lempire-vous-manipuler-et-vous-faire-croire-que-vous-etes-impuissant/>

Rififi entre les différents clans de l'oligarchie.

Pluralisme politique : l'Arcom valide la conformité de CNews et contredit RSF - RT 28 nov. 2025

L'Arcom a affirmé, le 27 novembre, n'avoir constaté aucun contournement des règles du pluralisme politique sur CNews pour le mois de mars 2025, contredisant les allégations de Reporters sans frontières (RSF).

Le régulateur français de l'audiovisuel, l'Arcom, a réfuté les accusations portées par Reporters sans frontières (RSF) contre CNews, confirmant le respect des obligations de pluralisme sur la période analysée. Cette déclaration du régulateur marque une nouvelle étape dans l'affrontement entre une partie de l'écosystème médiatique français et les médias de l'homme d'affaires Vincent Bolloré.

« *Nos résultats ne sont pas ceux de RSF. Nous n'avons pas de doute* », a déclaré l'Arcom, précisant qu'il n'y a « *pas de contournements des règles du pluralisme politique pour le mois de mars 2025 sur CNews* ». Selon le régulateur, si des irrégularités avaient été détectées, une intervention aurait eu lieu immédiatement. Cette position contredit l'étude de l'association RSF, marquée à gauche et

très hostile aux médias de Vincent Bolloré, qui accusait la chaîne de reléguer les interventions de gauche aux heures nocturnes pour simuler un équilibre.

L'Arcom note une « *surreprésentation* » de formations comme LFI ou le PS « *de nuit comme de jour* », et critique la méthode de RSF pour avoir surestimé les rediffusions nocturnes en se basant sur des pourcentages sans considérer les volumes horaires totaux. De plus, RSF s'est concentrée sur un seul mois, alors que l'Arcom évalue généralement sur des trimestres.

Le désaveu de l'Arcom a été salué par l'avocat Gilles-William Goldnadel, également chroniqueur sur CNews, qui a moqué sur X : « *Ils avaient tout misé là-dessus, 3 jours qu'ils en parlent ainsi que la presse. Fallait pas faire confiance à RSF qui est une ONG d'extrême gauche.* »

J-C - RSF lié à la NED/CIA et notamment financé par G. Soros d'extrême gauche, il fallait oser la sortir celle-là !

Quand des acteurs politiques ou des partis de droite ou d'extrême droite sont en conflit entre eux, il y en a toujours un des deux qui traite l'autre de gauche ou d'extrême gauche pour le discréditer, sans se rendre compte apparemment, qu'en recourant à ce procédé il se discrédite lui aussi.

Il compte peut-être que sa voix portera plus que celle de l'autre auprès d'auditeurs incultes ou qui ignorent précisément qui ils sont vraiment, mais ce serait un mauvais calcul, car dans ce cas-là leurs deux voix se neutraliseraient, aux mieux, ils resteront crédibles que dans leur camp respectif, auprès de ceux qui sont déjà convaincus, autrement dit, leurs interventions n'auront servi à rien. Voilà à quel niveau de médiocrité ils en sont rendus.

En vivant en Inde j'échappe à tout cela, quel bonheur ! Je rappelle que je n'ai plus de télé depuis plus de 15 ans, en dehors des documents accessibles gratuitement provenant du Net qui figurent dans les causeries, je ne consulte aucun média, ni média ou réseau dit social.

France

Où va se nicher la xénophobie !

Le Louvre augmentera son prix pour les visiteurs de l'extérieur de l'Union européenne - La Presse Canadienne 28 novembre 2025

Le musée du Louvre a approuvé une hausse du prix d'entrée, passant de 22 à 32 euros (36 à 52 \$ CA), pour les visiteurs non européens à compter de janvier.

Boomerang. No control. Il ne reste plus que la répression.

J-C - Ils créent un tas de trucs qu'ils mettent à la disposition de la population, en se disant qu'ils vont les instrumentaliser pour mieux la manipuler, la surveiller, la distraire, la rendre dingue, etc. mais comme ils présentent des inconvénients majeurs, ils sont bien emmerdés, ils sont forcés de le reconnaître et de légiférer pour en restreindre l'accès ou l'utilisation, de sorte que chacun va finir par

se poser des questions, et arriver à la conclusion qu'il peut s'en passer la plupart du temps, pour revenir à une vie plus simple et plus saine.

En Inde, je ne suis pas trop confronté aux problèmes que vous rencontrez, je me dis que cela doit être l'enfer avec les gosses accrocs à leur smartphone. S'ils passent 35 heures ou beaucoup plus devant un écran, c'est leur avenir qu'ils compromettent, leur vie qu'ils foutent en l'air, quel gâchis ! Vaudrait mieux qu'ils les passent à apprendre une langue, à jouer d'un instrument de musique, à dessiner, à maîtriser un art martial, la sculpture, à se cultiver, à se balader et observer ce qu'il y a autour d'eux, il y a tellement de choses magnifiques ou surprenantes à contempler et à apprendre.

Emmanuel Macron veut interdire le téléphone au-delà du collège - Le HuffPost 28 novembre 2025

A partir de septembre 2026, l'usage du téléphone portable sera interdit dans tous les lycées.

La « *pause numérique* », c'est-à-dire l'interdiction totale de l'utilisation des téléphones portables au collège, a progressivement été généralisée cette année après avoir été expérimentée l'an dernier dans une centaine de collèges.

Le téléphone était déjà interdit de la maternelle au collège par une loi de 2018, mais celle-ci peine parfois à être respectée. Le dispositif « *portable en pause* » vise à renforcer son application en contraignant les élèves à le laisser pendant les cours dans des casiers, malles ou pochettes si nécessaire.

Un enfant entre 11 et 19 ans passe en moyenne 5 heures par jour sur les écrans. Le HuffPost 28 novembre 2025

Un régime qui n'a que la guerre comme perspective doit disparaître au plus vite.

France : Emmanuel Macron annonce un « *nouveau service national purement militaire* » dès l'été prochain - RT 27 nov. 2025

Ce service devrait débiter avec une promotion de 3 000 jeunes avant d'augmenter ce chiffre chaque année pour atteindre 10 000 jeunes incorporés en 2030 et l'objectif de 50 000 jeunes à l'horizon 2035, un chiffre « *à adapter en fonction de l'évolution de la menace* », selon Emmanuel Macron.

Selon le chef de l'État français, les jeunes qui se porteront volontaires serviront pendant 10 mois avec une « *formation initiale d'un mois* ». Pour les neuf mois restants, ils seront affectés à une unité militaire. "*L'objectif que nous poursuivrons est un objectif militaire*", rappelle Emmanuel Macron.

Concernant la rémunération, les jeunes volontaires auront droit à une solde de 800 euros par mois minimum en plus de l'hébergement, de la nourriture et des équipements, détaille l'Élysée.

"*Montrer que la nation est déterminée*": Jean-Yves Le Drian estime que le service militaire volontaire "*fait partie de la dissuasion*" - BFMTV 27 novembre 2025

En complément.

Non au « *nouveau service militaire* » de Macron ! Pas un sou, pas une arme, pas un homme pour leur sale guerre ! (Parti des travailleurs)

<https://parti-des-travailleurs.fr/wp-content/uploads/2025/11/Communique-PT-service-militaire-27-novembre.pdf>

Parce que sur le long terme ils ne peuvent pas gagner la guerre idéologique, la guerre de classes...

Emmanuel Macron: "*Il y a une guerre informationnelle, nous devons nous préparer*" - BFMTV 28 novembre 2025

J-C - La survie du capitalisme est synonyme de chaos, tension, conflit, décomposition, dislocation, décadence, et ils les instrumentalisent pour gouverner, ils s'en servent comme instrument d'oppression pour culpabiliser la population, la harceler, la menacer, la réprimer...

Collaboration de classes ou "*deal*" en famille. Suite.

Recours au 49.3 pour adopter le budget ? François Hollande et d'autres socialistes n'écartent plus l'option - Capital 27 novembre 2025

Romain Eskenazi, porte-parole du groupe PS, le dit plus clairement : « *Notre stratégie est d'abord d'obtenir un accord par la négociation et d'en appeler à la responsabilité des macronistes. Mais si ça échoue, on préfère un 49.3 qui supprime le musée des horreurs que d'avoir le musée des horreurs par ordonnances. Cela permettrait aussi de cranter les avancées sociales obtenues* », assume le député du Val-d'Oise. Capital 27 novembre 2025

C'est juste "*symbolique*". Il faut bien cautionner les institutions de la Ve République.

L'Assemblée nationale adopte, en première lecture, une loi visant à nationaliser ArcelorMittal - franceinfo.fr 27 nov. 2025

L'avenir de la proposition de loi est toutefois hautement incertain, car il lui sera difficile d'être adopté au Sénat, dominé par la droite et le centre. franceinfo.fr 27 nov. 2025

« *Un choix de civilisation* » : L'Assemblée nationale vote à l'unanimité une résolution contre le Mercosur - 20 Minutes 27 novembre 2025

Le texte, porté par LFI, n'est pas contraignant. 20 Minutes 27 novembre 2025

Ne seraient-ils pas plutôt poussés à la démission ?

«On n'a jamais autant démissionné en France», observe Antoine Foucher - capital.fr 26 novembre 2025

«Ça renverse un peu le rapport de force» considère Antoine Foucher. Selon le président de Quintet, cabinet de conseil en stratégie sociale et compétences, invité sur le plateau de BFMTV mercredi 26 novembre, les employeurs ne sont plus aussi puissants qu'auparavant vis-à-vis des salariés. Selon Antoine Foucher, ces dernières décennies, les employeurs pouvaient se permettre de dire à un salarié «*si vous n'êtes pas contents de votre job, la porte est ouverte, je trouverai quelqu'un d'autre*», mais d'après l'ancien directeur de cabinet de la ministre du Travail, «*c'est de moins en moins vrai*».

«On le voit dans les enquêtes France Travail ou de l'Insee» explique-t-il. Sur les quatre dernières années, les tensions de recrutement sont les «*pires depuis qu'on les mesure*». D'après les chiffres de l'Insee dans le secteur des services par exemple, à partir de 2021, le pourcentage des entreprises rencontrant des difficultés est en moyenne de 40,2%. Et selon Antoine Foucher, «*ce qui corrobore*» cette situation, c'est également le «*comportement des employés*».

Ce comportement, c'est le départ. «On n'a jamais autant démissionné en France» décrit Antoine Foucher, «*2 millions de personnes démissionnent de leur CDI*» par an et «*500 000 signent une rupture conventionnelle*» sur 16 millions de personnes travaillant en CDI. Et «*contrairement à ce qu'on peut entendre*» estime le président de Quintet, ces personnes ne signent pas des ruptures conventionnelles pour «*aller à la piscine*» ou «*partir autour du monde*». Selon lui, ces cas-là sont une minorité, en réalité 86% d'entre eux retrouvent un emploi CDI dans les six mois.

«Une grande partie des salariés ont bien intégré que le rapport de force a un peu évolué» résume Antoine Foucher. Et la recherche d'une herbe plus verte dans un autre bureau n'est pas toujours motivée par le salaire. «En France dans la majorité des cas, les boîtes n'ont pas beaucoup de marge pour augmenter les salaires» observe le président du cabinet de conseil. Selon lui, le principal motif de démission et de réembauche est la recherche de «*meilleures conditions de travail*». Un sujet sur lequel «*les boîtes françaises peuvent progresser*» conclut-il. capital.fr 26 novembre 2025

Palestine occupée.

Le massacre continue.

Des forces israéliennes abattent deux Palestiniens qui semblaient s'être rendus - Euronews 28 novembre 2025

<https://fr.news.yahoo.com/forces-isra%C3%A9liennes-abattent-deux-palestiniens-155154577.html>

J-C – L'exécution de ces malheureux a été filmée.

Et en Syrie.

Les forces israéliennes tuent 13 personnes lors d'une opération en Syrie, selon Damas - AFP 28 novembre 2025

Russie.

Poutine : la Russie n'a jamais eu l'intention d'attaquer l'Europe et est prête à le documenter - RT 27 nov. 2025

Vladimir Poutine a déclaré qu'il n'y avait « aucun sens » à conclure des documents avec les autorités de Kiev, estimant qu'elles avaient perdu leur légitimité. Selon lui, les dirigeants ukrainiens ont commis une erreur stratégique fondamentale en « *craignant* » la tenue d'élections. Commentant les excuses de Kiev concernant le refus d'organiser des élections en raison de la situation militaire, il a rappelé que la Russie, malgré l'état de conflit armé, avait organisé ses propres scrutins.

Le président russe souligne que Moscou souhaite mettre fin au conflit en parvenant à un accord reconnu au niveau international. Mais il estime qu'une telle démarche est, pour l'heure, pratiquement impossible sur le plan juridique : en Ukraine, seule la Verkhovna Rada (Parlement ukrainien) a la capacité de prolonger ses pouvoirs en période de guerre, et non le président ukrainien.

Vladimir Poutine a affirmé que les partisans occidentaux de la poursuite de la guerre en Ukraine cherchent à « *continuer à voler de l'argent jusqu'au bout* », en complicité avec les dirigeants de Kiev. Il a ajouté que ces mêmes acteurs s'en prenaient désormais à Steve Witkoff, l'envoyé spécial du président américain. Le président russe a toutefois assuré que Moscou était prête à faire face à cette situation.

Vladimir Poutine a mis en garde contre les conséquences négatives qu'aurait, pour le système financier mondial, une éventuelle confiscation des avoirs russes actuellement discutée au sein de l'Union européenne. Il réagissait aux déclarations du Premier ministre hongrois Viktor Orbán, farouchement opposé à l'idée d'utiliser ces fonds pour financer le « *crédit de réparation* » destiné à l'Ukraine. Le président russe a ajouté que Moscou préparait des mesures de rétorsion si une telle décision devait être prise.

Poutine a réaffirmé que la saisie des avoirs russes gelés équivaldrait à un vol de propriété étrangère. Il s'est même interrogé sur « *qui apprend à voler de qui* » : les dirigeants « *voleurs* » de l'Ukraine, qui « *volent l'argent des Européens* », ou les Européens qui apprennent des dirigeants ukrainiens.

Vladimir Poutine a déclaré que Steve Witkoff, envoyé spécial du président américain, défendait clairement la position de Donald Trump. Il réagissait à la publication de transcriptions d'un appel entre Witkoff et le conseiller du Kremlin Iouri Ouchakov. Le président russe a précisé qu'il n'excluait pas que certaines conversations téléphoniques sur l'Ukraine diffusées dans les médias soient des faux, rappelant que de telles fuites constituent un délit pénal, « *du moins en Russie* ».

Poutine a également affirmé que le dialogue avec l'émissaire américain se déroulait de manière constructive. Il a ajouté qu'il s'attendait à l'arrivée de Steve Witkoff à Moscou la semaine prochaine pour poursuivre les négociations. Parmi les négociateurs russes, le président russe a mentionné ses conseillers Vladimir Médinsky et Iouri Ouchakov.

Le président russe a ajouté que Moscou était prêt à mettre fin aux hostilités si l'armée ukrainienne se retirait des zones qu'elle occupe. À défaut, a-t-il prévenu, la Russie poursuivra ses objectifs par des moyens militaires.

Vladimir Poutine a rappelé que la Russie avait été invitée à rejoindre le G7/G8 et avait participé aux travaux du groupe, mais sans jamais en solliciter l'adhésion. Il a indiqué avoir lui-même cessé de

participer aux sommets du G8 avant même la crise ukrainienne de 2014. Le président russe a par ailleurs souligné que Moscou n'avait reçu aucune invitation officielle.

Vladimir Poutine a qualifié les affirmations selon lesquelles la Russie se préparerait à attaquer l'Europe de « mensonges éhontés » et d'« absurdités » propagées par des « escrocs ». Selon lui, ces déclarations ne reposent sur aucun fondement.

Le président russe a affirmé que Moscou « n'a jamais eu l'intention » de s'en prendre aux États européens, qualifiant même l'idée de « ridicule ». Il a ajouté que la Russie était disposée à formaliser par écrit l'absence d'une telle intention.

Vladimir Poutine a assuré qu'il n'existait « aucun projet d'accord » sur l'Ukraine, mais uniquement un ensemble de questions à discuter, en réaction aux informations relatives au plan de paix américain. À l'issue des pourparlers américano-ukrainiens tenus à Genève, les 28 points du document ont été répartis en quatre blocs thématiques, puis transmis à Moscou. L

La partie russe se dit globalement disposée à considérer cette structure comme base de futurs accords. Le président russe souligne toutefois que tout projet de plan devra être rédigé « dans un langage diplomatique », certains points du document lui apparaissant pour l'heure « ridicules ».

Le président russe a souligné que l'Organisation du Traité de sécurité collective (OTSC) ne menaçait personne. Néanmoins, selon lui, l'OTSC doit être prête à riposter à toute action agressive visant l'un de ses États membres.

Ukraine.

Corruption en Ukraine : perquisitions chez le chef du cabinet de Zelensky - RT 28 nov. 2025

Le 28 novembre, le Bureau national anticorruption ukrainien (NABU) et le Parquet spécialisé anticorruption ukrainien (SAP) ont mené des perquisitions chez le chef du cabinet du président ukrainien Andriï Ermak. Ukraïnska Pravda a révélé l'information, photo à l'appui, avant qu'elle ne soit confirmée par les autorités. Ermak a indiqué « coopérer pleinement » avec les enquêteurs.

Ces perquisitions s'inscrivent dans le contexte d'un scandale de corruption impliquant l'homme d'affaires ukrainien Timour Minditch, surnommé le « portefeuille de Zelensky ». Ce dernier, qui a d'ailleurs tenté de priver le NABU et le SAP de leur indépendance, figure également dans l'enquête : selon le dossier, Minditch aurait profité de ses « relations amicales » avec le chef du régime de Kiev et de la période de loi martiale pour « s'enrichir illégalement ».

Face à ces révélations, plusieurs politiciens ukrainiens réclament la démission d'Ermak, régulièrement cité dans les médias pour son rôle présumé dans des pratiques opaques au sommet de l'État. Le chef du régime de Kiev refuse, pour l'heure, de le limoger. RT 28 nov. 2025

Lu.

«Un message de Trump sur Truth Social concernant l'Ukraine surprend le principal conseiller de Zelensky, qui œuvre pour un accord de paix à Mar-a-Lago», titre le New York Post.

«Le président Trump a anéanti en un instant les espoirs de Kiev d'un sommet de paix cette semaine, destiné à mettre fin à près de quatre ans de guerre avec la Russie», rapporte le quotidien US. Andriy Yermak, chef du bureau du président ukrainien, principal conseiller du président ukrainien, Volodymyr Zelensky, était en pleine interview avec le Washington Post mardi lorsque Trump a annoncé sur Truth Social qu'il envoyait le secrétaire à l'Armée, Dan Driscoll, rencontrer les Ukrainiens et l'envoyé spécial du président, Steve Witkoff, à Moscou pour poursuivre les négociations en vue d'un accord de paix retardant de fait son objectif initial de mettre fin aux combats avant Thanksgiving.

La raison est simple. Comme *Observateur Continental* vient de titrer : *«Les USA annoncent la défaite imminente de l'Ukraine». «Yermak venait de passer une demi-heure avec les journalistes du Washington Post à affirmer qu'il espérait que la proposition en 19 points visant à mettre fin à la guerre russo-ukrainienne, élaborée dimanche, serait adoptée comme un plan conjoint américano-ukrainien, idéalement avec une signature de l'accord par Trump et Zelensky à Mar-a-Lago pendant les vacances de Thanksgiving», rajoute le New York Post.*

«J'espère pouvoir rencontrer prochainement le président Zelensky et le président Poutine, mais seulement lorsque l'accord pour mettre fin à cette guerre sera final ou en voie de finalisation», a publié Trump sur son réseau social Truth Social, ajoutant : «Espérons tous que la paix puisse être instaurée au plus vite !».

Trump a court-circuité le plan de Macron, de Starmer, de Merz, de von der Leyen, de Kallas, de Zelensky. *«Le secrétaire à l'Armée américaine, Dan Driscoll, a averti l'Ukraine d'une défaite imminente tout en faisant pression pour un plan de paix initial», stipule Observateur Continental.* Le message de Driscoll est intervenu après la présentation d'un plan de paix soutenu par les États-Unis que les responsables de Kiev ont perçu comme une capitulation face à Moscou, selon deux sources.

«Il est nécessaire d'attendre et de comprendre la position que Driscoll adoptera à son arrivée, et de discuter avec Witkoff pour savoir quelle position il défendra à Moscou», a déclaré Yermak, selon le New York Post. «L'avantage avec le président Trump, c'est qu'il peut changer d'avis très rapidement», a-t-il rajouté pour se rassurer. «Kiev souhaitait une rencontre rapide entre Zelensky et Trump, non pas pour des raisons symboliques, mais parce que chaque jour apporte son lot de frappes de missiles russes et de victimes civiles», a-t-il conclu.

Les ambitions de l'UE et de Kiev sont en train de s'évaporer. Comment vont réagir l'UE, la France, l'Allemagne, le Royaume-Uni en apprenant la défaite de l'Ukraine ? La fébrilité extrême des soutiens à l'Ukraine en France traduit la défaite de Kiev.

Lu.

Pour les USA, l'Ukraine doit accepter le premier plan de paix car Kiev a perdu la guerre.

«Le secrétaire à l'Armée américaine a averti l'Ukraine d'une défaite imminente tout en faisant pression pour un plan de paix initial», annonce NBC News en citant la déclaration du secrétaire à

l'Armée américaine, Dan Driscoll, qui, faite lors d'une rencontre avec des responsables ukrainiens à Kiev la semaine dernière, a dressé un constat sombre.

«Les Russes intensifiaient l'ampleur et le rythme de leurs attaques aériennes et ils avaient la capacité de poursuivre le combat indéfiniment», leur a déclaré Driscoll, selon les sources.

«La situation de l'Ukraine ne ferait qu'empirer avec le temps», a-t-il poursuivi, en insistant qu'«il valait mieux négocier un accord de paix maintenant plutôt que de se retrouver dans une position encore plus faible à l'avenir».

Le média US déclare que *«ce n'était pas tout»,* puisque *«la délégation américaine a également déclaré que l'industrie de défense américaine ne pouvait plus fournir à l'Ukraine les armes et les systèmes de défense aérienne nécessaires à la protection des infrastructures et de la population du pays, selon les sources».*

Le message de Driscoll est intervenu après la présentation d'un plan de paix soutenu par les États-Unis que les responsables de Kiev ont perçu comme une capitulation face à Moscou, selon deux sources.

«Le message était clair : vous êtes en train de perdre», a déclaré l'une des sources, «et vous devez accepter l'accord», conclut le média US.

Bulgarie.

Bulgarie : le gouvernement annule son projet de budget 2026 après une vaste manifestation - Euronews 27 novembre 2025

Des milliers de personnes sont descendues dans les rues de la capitale bulgare, Sofia, mercredi soir, pour dénoncer les taxes élevées annoncées dans le projet de budget pour 2026, avant le vote final du Parlement sur la question.

La coalition d'opposition entre les partis "Nous continuons le changement" et "Bulgarie démocratique" a organisé le rassemblement, qui a attiré environ 20 000 personnes. Cette manifestation intervient alors que le pays des Balkans se prépare à entrer dans la zone euro au début de l'année prochaine.

Suite à cette manifestation, le Premier ministre bulgare, Rossen Jeliakov, a annoncé jeudi matin qu'il retirait le projet budgétaire.

« J'appelle l'opposition à la raison. Nous nous installerons à la table des négociations, tenterons de renouer le dialogue avec les syndicats et les employeurs et de parvenir à des paramètres macroéconomiques satisfaisants pour le budget », a-t-il déclaré.

"Nous devons trouver un juste milieu, et je suis convaincu que nous pourrions y parvenir en décembre, lors de discussions avec les employeurs et les syndicats. Parallèlement, les tensions sociales exigent des réponses précises et claires sur la manière de préserver la paix sociale".

Heurts entre les manifestants et les policiers

Selon les autorités, trois policiers ont été blessés dans l'exercice de leurs fonctions, alors qu'ils maintenaient l'ordre public face à l'escalade des manifestations. Des affrontements et des accrochages entre les unités antiémeutes et les manifestants ont également été signalés.

Certains manifestants ont tenté de forcer le cordon de police et ont jeté des pétards et des bouteilles en verre sur les forces de police devant le bâtiment de l'Assemblée nationale, affirme la Direction de l'Intérieur de Sofia (SDVR).

Les manifestants ont également tenté de renverser un fourgon de police, mais ont été repoussés par la gendarmerie. Les autorités affirment que des voitures officielles des députés ont également été attaquées par certains manifestants.

Le projet annulé par le gouvernement jeudi matin établissait un nouveau record pour les dépenses publiques en Bulgarie, prévoyant d'y consacrer près de 46 % du produit intérieur brut (PIB) du pays.

Cette augmentation aurait été financée principalement par une hausse des impôts sur les entreprises et les travailleurs, ainsi que par une forte augmentation de la dette publique.

Portugal.

Le Portugal se dote d'un budget de l'Etat pour 2026 excédentaire - AFP 27 novembre 2025

La loi des finances a été adoptée grâce aux voix des députés de la coalition gouvernementale de droite, qui ne dispose pas de la majorité absolue, et à l'abstention de l'opposition socialiste.

Après les excédents de 2023 (1,3%) et 2024 (0,5), le Portugal devrait afficher cette année un excédent de 0,3%.

La dette publique devrait reculer à 87,8% du PIB l'année prochaine, contre plus de 130% au plus fort de la crise de la zone euro en 2011.

Selon les prévisions inscrites au budget de l'Etat, le Portugal devrait afficher une croissance économique de 2% cette année puis de 2,3% en 2026, après une hausse du PIB de 2,1% l'an dernier.

En matière de mesures, la loi de finances prévoit notamment une augmentation des pensions de retraite les plus modestes, ainsi qu'une baisse de l'impôt sur le revenu et une réduction de l'impôt sur les sociétés d'un point de pourcentage, à 20%. AFP 27 novembre 2025

J-C – Non, il n'y a pas de miracle à Fatima, seulement une conjonction de facteurs favorables, temporairement...

Je ne connais pas précisément la situation au Portugal, cependant on peut s'étonner qu'un si petit pays s'en tire mieux que les autres dans la zone euro. Je me suis interrogé sur son évolution démographique, histoire de voir si ce facteur ne pourrait pas nous fournir une piste pour répondre en partie à notre question, et voilà ce que j'ai trouvé sur le Net.

- Entre 1960 et 2024, le nombre d'habitants en Portugal est passé de 8,86 millions à 10,70 millions, soit une augmentation de 20,8% en 64 ans

La population du Portugal a connu une croissance modérée au cours des 20 dernières années, passant d'environ 10,5 millions d'habitants en 2005 à près de 10,2 millions en 2025, avec une légère augmentation en 2023. Le pays est marqué par un fort vieillissement de sa population, l'âge médian ayant augmenté de 38,5 ans en 2005 à environ 47 ans en 2025, avec plus de 2,5 millions de personnes âgées de 65 ans et plus.

Pour l'année 2025, la population est estimée à environ 10,198 millions, ce qui représente une légère baisse par rapport à 2024.

J-C- A ces facteurs, on peut ajouter qu'entre 2001 à 2020, selon l'Observatoire environ 75.000 Portugais ont quitté le pays chaque année, compensés par une forte immigration qui est passée de 388 000 à 1,5 million entre 2015 et 2024 (Wikipédia), composant une masse salariale moins exigeante ou plus malléable que les jeunes portugais, tandis qu'au fil des ans les vieux portugais (20% de la population) partent à la retraite remplacés par des jeunes aux salaires inférieurs, et la productivité augmente ou le profit des entreprises...

Il semblerait qu'une stabilité démographique combinée à d'autres facteurs puisse favoriser la stabilité économique d'un pays.

Guinée-Bissau.

En Guinée-Bissau, un coup d'État et de nombreuses questions - France 24 27 novembre 2025

Mercredi 26 novembre, trois jours après les élections présidentielles et législatives en Guinée-Bissau, des militaires ont "*renversé*" le chef d'État sortant Umaro Sissoco Embalo afin de "*rétablir l'ordre*", évoquant un "*plan visant à déstabiliser le pays*".

Ce scénario est loin d'être inédit dans un pays qui a déjà connu quatre coups d'États et dont plusieurs voisins – la Guinée, le Mali, le Burkina Faso et le Niger – sont aujourd'hui dirigés par des pouvoirs militaires. Il suscite néanmoins des questions, selon Vincent Foucher, chercheur au CNRS et spécialiste de la Guinée-Bissau, pour qui une manœuvre politique ne peut être totalement exclue. Entretien.

La Guinée-Bissau a connu plusieurs coups d'État mais aussi de véritables manipulations. Ainsi, il y a eu une attaque bien réelle contre le pouvoir du président Umaro Sissoco Embalo en février 2022. Plusieurs personnes ont été tuées et le chef d'État a probablement échappé à la capture ou à la mort à ce moment-là. Mais en 2023, le président a qualifié un épisode très douteux de "*coup d'État*", et en a profité pour dissoudre l'Assemblée nationale, qui était alors dominée par l'opposition. Il faut donc prendre ce genre d'annonces avec des pincettes.

Le contexte est particulier car le président Embalo, qui a été élu lors des élections de 2019, a beaucoup manipulé les institutions pour asseoir son pouvoir. Il a mis au pas la Cour suprême, dissous le Parlement, et retardé la tenue de la présidentielle en la calant sur les législatives. Il a fini par accepter l'organisation des élections mais la Cour suprême a interdit la participation de son principal rival, Domingos Simoes Pereira.

C'est la première fois de l'histoire de la Guinée-Bissau, depuis l'avènement des élections pluralistes dans le pays, que le PAIGC (Parti africain pour l'indépendance de la Guinée et du Cap-Vert), ne participe pas. Il s'agit quand même du grand parti de la lutte pour la libération, doté d'une base électorale majeure dans le pays.

Il y a eu par le passé des connexions assez bien documentées entre des hommes politiques, des chefs militaires et des trafiquants de drogue. Il s'agit donc d'un véritable problème. Mais comme on accuse parfois ses adversaires de coup d'État, on peut les accuser de s'adonner au trafic de drogue. Les militaires qui disent avoir pris le pouvoir affirment qu'ils sont intervenus pour empêcher des barons nationaux du trafic de drogue de le prendre, mais tout cela est très vague : ils n'identifient personne.

Certains opposants et mouvements citoyens considèrent que ce qui s'est joué aujourd'hui est un faux coup d'État orchestré par le président et l'armée pour empêcher la publication des résultats électoraux, prévue jeudi, et conserver le pouvoir.

Bissau: un général va diriger une transition d'un an, manifestations interdites et couvre-feu levé - AFP 27 novembre 2025

La capitale était jeudi après-midi à l'arrêt avec les magasins et marchés pour la plupart fermés, selon des journalistes de l'AFP, après le putsch des militaires qui ont renversé le président sortant Umaro Sissoco Embalo et suspendu les élections dont les résultats devaient être annoncés sous peu et que le camp présidentiel comme l'opposition affirment chacun avoir remportées.

Mercredi, les auteurs du putsch avaient expliqué avoir été *"poussés à le faire"* pour garantir la *"sécurité au niveau national et rétablir l'ordre"*, évoquant la découverte par les *"renseignements généraux"* d'un *"plan visant à déstabiliser le pays avec l'implication des barons nationaux de la drogue"*.

Pays très pauvre de 2,2 millions d'habitants, la Guinée-Bissau est affectée par des problèmes de corruption et est réputée être une plaque tournante du trafic de drogue entre l'Amérique du Sud et l'Europe.

Plusieurs analystes interrogés par l'AFP et des représentants de la diaspora émettent des doutes sur le scénario présenté par les putschistes, soulignant que l'arrêt du processus électoral profite au camp Embalo alors que le candidat de l'opposition à la présidentielle tenue dimanche, Fernando Dias, avait dès mardi revendiqué une large victoire.

Ce coup d'Etat est survenu la veille de l'annonce prévue des résultats provisoires des élections présidentielle et législatives du 23 novembre.

"C'est un coup d'Etat qui vise à empêcher la prise de pouvoir par le candidat de l'opposition" Fernando Dias, estime ce chercheur. Selon lui, *"c'est le scénario idéal pour M. Embalo qui pourrait suite à des négociations être libéré et éventuellement se repositionner pour les prochaines élections"*.

Le principal opposant bissau-guinéen Domingos Simoes Pereira - dirigeant du puissant PAIGC, parti historique ayant mené la Guinée-Bissau à l'indépendance - qui avait été écarté de la présidentielle de dimanche, a été lui aussi arrêté mercredi, selon des proches et un collaborateur.

La précédente présidentielle, en 2019, avait débouché sur plusieurs mois de crise postélectorale, M. Embalo et son adversaire M. Pereira revendiquant tous deux la victoire.

En complément.

« Ce qui s'est passé en Guinée-Bissau est une mascarade. Nous voulons que le processus électoral continue », a réagi depuis Dakar le Premier ministre sénégalais Ousmane Sonko, insistant pour que la commission électorale puisse proclamer le vainqueur. RT 28 novembre 2025